

## COMMISSION EDUCATION/FORMATION

11 juin 2009

### COMPTE-RENDU

Réunie en fédération le 11 juin la commission Education/formation a consacré l'essentiel de ses travaux à la présentation du Projet Education Globale de Lille, Lomme, Hellemmes, **politique éducative de proximité.**

Le contexte, Patrick Kanner le rappelle en préambule, est certes difficile au regard des résultats que le parti a obtenu aux élections européennes. Pourtant, depuis le congrès de Reims et sous la houlette de M. Aubry, le parti s'est remis au travail comme en témoigne le travail des commissions fédérales et nationales.

#### 1) Présentation du projet Educatif Global

Le choix de présenter le PEG répondait à une logique, **tirer partie de l'expérience des politiques locales dans ce qu'elles ont de meilleur et d'innovant.**

Les déficits politiques et idéologiques qui étaient les nôtres hier, traduit par la défaite électorale de 2007, **nous oblige à reconstruire un projet de société dans lequel l'Education et plus largement la formation auront une place centrale.**

Patrick Kanner rappelle le rôle et l'implication de nos collectivités, villes, Conseil Général et Régional qui, depuis les lois de décentralisation, accompagnent de plus en plus les écoles, collèges et lycées.

Evidemment, au regard de la politique de la droite et de ses nombreuses réformes (semaine des 4 jours, réforme des programmes, droit d'accueil, accompagnement éducatif, retrait de moyens depuis 2002...) **la tentation est grande pour ces collectivités de jouer le rôle de bouclier, effet de substitution au désengagement de l'Etat.**

C'est dans ce contexte, après mûre réflexion, que la ville de Lille et les communes associées se sont engagées **dans une démarche de construction éducative, celle du PEG conçue comme une « philosophie politique » de l'école pour accompagner les élèves, les parents et tous les acteurs du monde scolaire.**

Adopté en 2005, le PEG se décline aujourd'hui sur les 10 quartiers lillois ainsi que sur les communes associées de Lomme et d'Hellemmes **portant la cohérence de l'association entre les 3 villes.**

**Patrick souligne que l'investissement de la ville était historiquement fort (rôle d'Ariane Capon)** et que l'attention du maire a toujours été soutenue pour aider et conforter les structures scolaires au regard des situations sociales quelquefois difficiles.

**L'ambition du PEG était donc de s'engager encore davantage avec pour objectif prioritaire la réussite éducative pour tous en levant des moyens financiers conséquents (un million d'euro de dépenses nouvelles par an !) déclinés en actions concrètes.**

Alain Thirel, coordonnateur du PEG énonce **les 3 principes d'action de la politique menée : l'égalité, l'équité et l'individualisation.**

L'égalité car les dispositifs sont conçus pour tous, l'équité car tous les territoires en bénéficient (pas de sectorisation) et l'individualisation des parcours car l'attente était forte d'améliorer la situation scolaire (**le**

**dispositif de réussite éducative est un volet du CCUS financé, pour l'heure, sur 5 ans par l'Etat à 100%, des interrogations fortes demeurent pour l'avenir).**

Très concrètement, tous les enfants bénéficient, d'une manière ou d'une autre, d'activités diverses liées à la musique, à la lecture (club coup de pouce), au sport, à l'informatique, aux arts visuels, au développement durable ou encore au patrimoine...

Ces différents plans coordonnés sont constitués **en partenariat étroit avec l'Education nationale** et ses représentants (I.A, IEN, directeur d'école, conseillers pédagogiques...) pour articuler les temps scolaires périscolaires et extrascolaires constitutifs du parcours éducatif.

C'est, de fait, **penser globalement l'Education décloisonnant le temps et l'espace scolaire dans lequel les élèves (les enfants) s'éveillent, se construisent, apprennent, s'amuse, se reposent, déjeunent...** moments forts d'une longue journée de travail (les effets de la semaine de 4 jours accentuant ces difficultés à gérer les différents temps).

A l'heure d'un premier bilan, Alain Thirel signale que le taux de satisfaction des familles est très positif, la mixité sociale a progressé, même si certaines familles méconnaissent les actions (ceux qui en le plus besoin, hors temps scolaire, sont généralement les moins informés et les moins consommateurs)

Le bilan qualitatif est lui aussi positif rappelant par exemple la politique tarifaire alors que la pause méridienne est en voie d'amélioration.

**Quelles perspectives pour le PEG dans un contexte financier contraint ?**

#### Quelques pistes

Mieux articuler les missions dans un projet partagé entre l'Education nationale et la ville. C'est la question du partenariat entre les 2 niveaux.

Concentrer tous les efforts vers les familles en repli éducatif. C'est la complémentarité des acteurs éducatifs pour assurer la qualité du PEG.

Cibler davantage certains publics, vers la petite enfance et les collégiens (liaison CM2/6ème).

Renforcer l'individualisation des parcours en passant d'une logique d'offre et de demande à une logique de besoin.

Au regard du PEG, la décision de l'Etat de passer en force sur l'organisation du temps scolaire à la rentrée 2008 a suscité de vives inquiétudes.

Beaucoup d'interventions des membres de la commission ont relayé les effets néfastes d'une telle mesure : les coupures du mercredi et du week-end cassant le rythme de travail de l'élève, la journée d'école remplie (6 heures plus l'accompagnement...), un programme alourdi... qui pèsent davantage sur les publics les plus fragiles (cf. A. Prost, article du Monde)

**La ville de Lille a donc décidé « d'aller à l'explication »** sur ce sujet et a organisé avec les personnels et parents d'élèves une concertation sur les 10 quartiers. **La position très large (sans unanimité) des enseignants et des parents est de garder le temps scolaire existant, preuve de conservatisme ou d'intérêts particuliers ?**

Au plus fort du débat (la FCPE a lancé une grande campagne contre la semaine des 4 jours) X.darcos avait concédé la possibilité de déroger à la règle des 4 jours sous couvert d'une décision du Conseil d'école, d'un projet écrit et d'une validation par l'I.A. **L'argument facile contraignait évidemment les communes possédant de nombreuses écoles à homogénéiser l'offre de temps scolaire, c'était assurément permettre une liberté de façade.**

La ville de Lille a donc pris acte du bilan de la concertation tout en se félicitant d'avoir aussi ouvert un temps de débat démocratique autour de l'école.

**Olivier Caremelle revient sur les enjeux liés au PEG** rappelant les liens entre les communes et l'école (loi Guizot, 1833 ...). Depuis cette date les lois ont évolué et la décentralisation a confié plus de responsabilités aux collectivités, confortés dans leur rôle éducatif par les lois de 2004 (libertés et responsabilités locales, carte scolaire partielle pour le CG) et 2005 (loi de programmation sur l'école). Encore plus récemment, la mise en place de la semaine de 4 jours, de l'aide personnalisée (décret du 15 mai 2008), de l'accompagnement éducatif (05 juin 2008) et de la loi du 20 août 2008 sur le droit d'accueil **ont amplifié la relation légale entre les collectivités et l'Etat.**

3 enjeux recourent cette relation qui devra être portée à l'ordre du jour de nos débats constitutifs au projet éducatif du parti :

**Celui du financement de l'école** (la part des collectivités dans la dépense intérieure d'éducation augmente, passant de 21,3 à 22,4%)

**Celui de l'engagement inégal des communes** (*cf. rapport cour des comptes, les communes et l'école de la République, doc. française*) dénoncé par les parents d'élèves qui y voient une atteinte au principe d'égalité.

**Celui de l'articulation entre l'échelon national et local** alors que le « partenariat » est quelquefois fragile (pas de concertation des collectivités sur l'organisation du temps scolaire...)

Les membres de la commission sont intervenus dans le débat et ont pointé de nombreux sujets :

- La redéfinition du métier enseignant et de leur formation
- L'évaluation des politiques locales relatives à l'Education
- La capacité financière des communes à élaborer des PEL (le cas d'Hornaing est cité par **MC Monnet**)
- Le positionnement de la culture et des sciences dans les programmes scolaires
- Le financement des écoles et collèges pour assurer des locaux adaptés, confort mais aussi équipement informatique (Espace numérique de travail, salle pupitre, Tableau info...)
- La place des adultes à l'école (à l'heure où la droite instrumentalise le débat autour de la violence scolaire prônant la sanctuarisation des établissements)
- Le rôle des médiateurs à l'école
- Le risque de brouiller, dans l'esprit des parents, les dispositifs « en faisant...trop »
- La place des parents d'élèves à la fois acteurs, consommateurs ou démissionnaires
- La concurrence entre les établissements publics et privés ou entre les établissements publics eux-mêmes.

## 2) Réforme du lycée

2 rapports sont parus sur la réforme du lycée.

**Le rapport Descoing.** Entre le diagnostic sur l'état du lycée (des lycées ?) et les préconisations, l'impression dégagée par le travail du rédacteur est mitigée. Beaucoup de « bonnes intentions » avec en filigrane l'audition et le respect des élèves (UNL, FIDL), des parents, des enseignants, de la communauté éducative et même des syndicats qui, pourtant, **laisse un fort goût d'inachevé.**

**La conclusion de M.Descoing en dit plus que tout.** Au terme du rapport, trois options restent. Ne rien faire( !), prendre les préconisations du rapport pour entamer de fait une réforme partielle du lycée ou prendre le temps d'une grande concertation. **C'est une conclusion assez curieuse pour un rapport qui était censé éclairer les débats et permettre de refonder le lycée.**

Sur le fond, les propositions de M.Descoing se démarquent parfois assez clairement de celles de M. Darcos **refusant par exemple la semestrialisation ou la suppression des moyens liés à la réforme initiale.**

Le rapport reprend à ce sujet une proposition que nous faisons sur la question des moyens avec le redéploiement vers les établissements et bassins qui mériteraient un effort supplémentaire. **Grande différence, nous affichons sur ce sujet notre exigence de garder au moins les moyens à flux constants pour financer ces mesures spécifiques. Pendant ce temps, le gouvernement confirme une nouvelle fois la suppression de moyens importants pour 2010!**

Pour le reste, est souhaitée une réforme globale du lycée pour la reconnaissance égale des 3 voies générale, technologique et professionnelle (**cette dernière est pourtant sérieusement mise de côté**) ; le rééquilibrage des filières (fin de la prééminence de la S, revalorisation de la L, rénovation des STI...) autant de vœux pieux partagés par beaucoup.

La question de l'orientation est posée par de nombreux parents avec la conviction que le manque d'information, l'orientation négative, la fin des passerelles...demanderont un effort massif. Sur ce sujet, **nous proposons d'ailleurs depuis 2004 la création d'un grand service public d'orientation au cœur de nos établissements et le recrutement de personnel adéquat.** Les pistes dégagées mériteraient d'être débattues. (Un temps d'orientation dans l'emploi du temps ?)

Le rapport évoque très rapidement le temps des services et les missions des enseignants pour proposer « **une renégociation du statut de l'enseignant, dans une logique autant que possible gagnant- gagnant** » (sic). Plus naïf...

**Enfin de nombreuses micro- mesures, plus ou moins adaptées et dans l'air du temps, essaient le rapport de M.Descoing :** création d'un pôle prévention dans chaque bassin(?!), développement de l'école ouverte (la relation avec les régions est souvent évoquée), ouverture de réseaux des anciens, développement des stages en entreprises, découverte des pays européens (qui financera ?), création des carnets de l'orientation( pourquoi pas !), reconnaissance de l'engagement extra scolaire, accompagnement scolaire( sous quelle forme ?) ...

**Paru quasi dans le même temps, le rapport Apparu paraît plus dangereux, mais aussi beaucoup plus politique.** (*Rapport d'information n°1694, une nouvelle ambition pour le lycée, commission des affaires culturelles*)

Composée de 12 députés (dont Yves Durand, Président, Martine Martinel, Sandrine Mazetier), le rapport n'a pas fait l'unanimité. Un communiqué de B.Julliard et Y. Durand est revenu préciser les attentes du PS quant à la réforme du lycée, **une proposition des députés est d'ailleurs adossée au rapport Apparu.**

Il est regretté que le schéma proposé soit trop technique et **ait oublié sciemment la formation des enseignants, la voie professionnelle** (la réforme de cette voie conditionne sa mise à l'écart de la réflexion !) alors que la définition du tronc commun reste très floue.

**Les députés PS proposent 5 orientations majeures :**

La revalorisation de la voie professionnelle

La définition du socle commun

La préparation à l'enseignement supérieur et la question cruciale de l'orientation

Les conditions de vie des lycéens

Le préalable des moyens avec dans l'immédiat le gel de toutes suppressions de postes et la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement sur 5 ans.

**Ce dossier majeur n'est évidemment pas réglé. Olivier Caremelle a sollicité Yves Durand pour sa participation la prochaine réunion de la commission le 08 octobre consacrée à la réforme du lycée.**

**3) Mouvement Universitaire**

**Remi Lefevre et Christophe D'Hulst** reviennent sur le mouvement des enseignants- chercheurs pour constater que le Gouvernement et les 2 ministères n'ont pas cédé. Certes le décret a été en partie réécrit et la masterisation décalée mais les grandes questions posées par le mouvement « historique par ses formes et son périmètre » demeurent : **le devenir de l'université, la réussite des étudiants, la place de la recherche...**

Dans ce contexte, **Rémi regrette vivement la posture du président de Lille 2 et les sanctions prises à l'encontre des personnels.** Une lettre au président, signée par nos parlementaires, sera envoyée pour essayer de rétablir le dialogue et sortir de l'impasse.

Dans le même temps, **Christophe D'Hulst rappelle la proposition de la fédération pour l'ouverture rapide d'un groupe de travail sur la question de l'Université et de la recherche qui se réunira le 24 juin à 18H30.** Ouvert aux militants socialistes et aux personnels universitaires, ce groupe de travail se donne **pour objectifs d'accompagner le mouvement (la fronde des IUFM continue) et de réfléchir aux propositions concrètes dans le cadre du futur programme des régionales 2010.**

Malgré un sentiment mitigé, tout n'est pas négatif. Le conflit a permis une large prise de conscience, au-delà des personnels et des étudiants, des problèmes de l'université et de la place qui doit être accordée à la recherche (*cf. lettre de Martine Aubry*)

**Philippe Guignet intervient et évoque sa profonde déception** appelant à lever les ambiguïtés et à définir ce qu'est l'autonomie (quelle est la position du parti à ce sujet ?). Il souligne une nouvelle fois que le groupe Ps, n'a pas été jusqu'au bout de la logique du combat politique (pas de recours) même si nos députés ont voté

contre la loi LRU. La situation des universités lui paraît inquiétante notamment sur la question de leur image « quant une trentaine d'étudiants bloquent ... »

Olivier Caremelle rappelle que ces thèmes ont vocation à être abordés et que le consensus est toujours difficile. **Pour autant, il est vrai que la radicalité constatée dans le mouvement universitaire est présente aussi dans le primaire et le secondaire (ou dans les entreprises privées dont les dirigeants sont retenus) et qu'il y a tentation d'aller loin au regard aussi des réformes engagées.**

Il est rappelé que les frondes syndicales **n'ont pas réussi à trouver de la convergence et que le mouvement « de l'école à l'université » n'a pas connu une vraie réussite** ». En parallèle, le débouché politique est important. Le parti s'est clairement positionné (Martine Aubry, Monthubert et Julliard, la fédération du Nord au local...) et mobilisé...

#### **4) Calendrier**

Les prochaines commissions et les groupes de travail se tiendront régulièrement pendant l'année 2009/10.

D'ores et déjà sont prévues, **le 08 octobre une commission sur la réforme du lycée, en Décembre une commission sur la formation continue et professionnelle avec Pierre de Saintignon**, et en janvier la venue de **pierre Frackowiack** (à valider avec lui)

**En parallèle, les groupes de travail** ( université/recherche et celui consacré à la formation animé par ML Davoine) fonctionneront et seront force de propositions pour la future convention nationale et le programme des régionales.

Enfin, la commission nationale Education animée par Bruno Julliard se réunit le 20 juin.

**Les 2 fédérations du Nord et du Pas de Calais feront une proposition conjointe pour la tenue d'une convention régionale sur le thème Education/Territoire.**

**Pour la commission, Olivier Caremelle**

**Secrétaire fédéral Education**